

Cinq ans après, Haïti reste une terre de désolation

● Le 12 janvier 2010, un séisme dévastateur frappe Haïti et fait plus de 220 000 morts.

● La communauté internationale intervient massivement sur place et récolte des milliards de dollars.

● Mais cinq ans après, la situation est toujours chaotique.

Vincent Adelson, 76 ans, dans Canaan, un campement au nord-est de Port-au-Prince, sans eau ni électricité, où vivent encore les victimes du séisme de 2010.

RECTOR/REXNAL/AFIP

“L'échec de la reconstruction est avant tout celui de la communauté internationale”

Entretien Valentin Dauchot

Pour Frédéric Thomas, chercheur au Cetri et auteur du livre “L'Échec humanitaire – le cas haïtien”, les innombrables organisations humanitaires qui sont intervenues sur le terrain ont gaspillé les milliards d'euros récoltés au lendemain de la catastrophe.

Peut-on réellement parler d'“échec de l'humanitaire” à Haïti ?

Pour dresser un bilan, il faut regarder trois éléments: le point de départ, les moyens mis en place et les objectifs fixés. Le pays était déjà dans une situation compliquée avant le séisme, mais on constate que les Haïtiens sont très loin de vivre mieux, aujourd'hui. Ils sont confrontés au même problème qu'avant et la ville n'a toujours pas été reconstruite. Il y a certes une convergence de responsabilités, mais cet échec est avant tout celui de la communauté internationale. L'ensemble des acteurs internationaux (ONG, Etats, programmes d'aide au développement...) se sont focalisés sur des mesures provisoires. Ils ont snobé les réalités locales, tenu à l'écart les autorités et les organisations haïtiennes, et profité de la situation pour accentuer la politique de libéralisation mise en place dans le pays. Haïti

est encore un peu plus devenu une zone de sous-traitance des produits textiles exportés vers les Etats-Unis. Le slogan “reconstruisons mieux” est rapidement devenu “Haïti is open for business”.

Où en est la situation, cinq ans plus tard ?

Le pays reste toujours aussi vulnérable aux aléas climatiques. Il y a encore le choléra, et près de 90% des personnes ont quitté les camps mais pour vivre où? Malgré l'absence flagrante de logements, aucun projet de construction de logements sociaux n'a été financé. Au lieu de garder l'argent et d'investir petit à petit dans des projets publics, de logements ou d'éducation, les organisations humanitaires ont préféré mener chacune leurs projets sans aucune vision globale et structurelle. Les associations savent qu'elles récoltent la majeure partie des dons dans les premiers jours qui suivent les catastrophes. Pour prouver leur efficacité, elles se sont dépêchées de le dépenser dans des infrastructures temporaires ou des secteurs à forte main-d'œuvre employée. L'urgence de dépenser l'argent récolté a vraiment donné lieu à un grand gaspillage.

Des milliards de dollars ont été récoltés, où sont-ils passés ?

C'est très compliqué à déterminer. Cha-

que association présente ses propres comptes, certains chiffres se superposent. Les dix milliards de dollars annoncés à New York le 31 mars 2010 regroupaient à la fois des réductions de la dette haïtienne, des promesses de dons, de l'argent déjà budgétisé, et une partie de ces promesses n'a jamais été honorée. On peut d'ailleurs critiquer le manque total de transparence et le faible contrôle exercé par les Haïtiens eux-mêmes sur cet argent.

L'intervention d'urgence n'est-elle pas la limite naturelle de l'aide humanitaire ?

C'est vrai, et je ne reproche pas aux ONG les limites de leur action, mais le double discours opportuniste qu'elles utilisent à l'heure de faire le bilan. Cinq ans après le tremblement de terre, la plupart des organisations rejettent l'échec manifeste de la reconstruction du pays sur les autorités haïtiennes. L'ambition affichée par la communauté internationale n'était pas aussi modeste, il y a quatre ans. Très peu d'ONG limitaient leur champ d'action à une

simple aide d'urgence comme elles s'empressent de le déclarer aujourd'hui. Si elles avaient voulu être cohérentes et aider l'Etat haïtien, elles auraient dû élaborer un plan d'action en concertation avec les autorités locales dont elles n'ont cessé de se détourner. C'est un peu facile de leur rejeter la faute aujourd'hui, sans avoir dialogué avec elles par le passé.

Quel regard portent justement les Haïtiens sur ces événements ?

Le peuple haïtien a très mal vécu l'image d'assistés et de corrompus qui a été véhiculée après le tremblement de terre. Ils ont par ailleurs replacé cette intervention humanitaire massive dans la longue histoire d'inter-

ventions étrangères dans le pays, ce qui les a conduits à y voir parfois une tentative de recolonisation. Mais ils éprouvent surtout une très grande frustration. Beaucoup d'acteurs haïtiens sentaient dès le début que la reconstruction allait échouer, et aujourd'hui, ce sont eux que l'on tient pour responsables de la situation.

“Les acteurs internationaux se sont focalisés sur des mesures provisoires. Ils ont snobé les réalités locales et tenu à l'écart les autorités haïtiennes.”

FRÉDÉRIC THOMAS
Chercheur au Cetri.